



FRANCE

Anne Hidalgo veut surfer sur le succès d'Eau de Paris

La régie municipale publique de gestion de l'eau fête ses 10 ans, avec un bilan largement positif

Dans toute autre entreprise, il s'agirait d'un acte de gestion banal. Pour Eau de Paris, le projet se révèle hautement -symbolique. Dix ans après avoir repris le contrôle de la distribution de l'eau, longtemps déléguée au privé, la gauche au pouvoir dans la capitale entend doter sa filiale d'un siège social stable et lui appartenant. De discrètes négociations ont été entamées avec la Cipav, principale caisse de retraite des professions libérales et propriétaire du siège d'Eau de Paris, rue Neuve-Tolbiac, dans le 13^e arrondissement. Objectif : acheter l'immeuble, évalué autour de 80 millions d'euros. " *Nous espérons aboutir d'ici à la fin du semestre* ", confie Benjamin Gestin, le directeur général.

Compte tenu des taux d'intérêt très bas, les dirigeants d'Eau de Paris jugent le moment bien choisi pour se constituer un patrimoine immobilier dans un quartier en plein essor, plutôt que de continuer à payer 4 millions d'euros de loyer annuel. Certes, l'endettement de l'entreprise publique devrait doubler. La direction estime qu'il restera cependant très supportable.

" *Ce qui a emporté la conviction d'Anne Hidalgo, c'est le signal fort que cela enverrait quant à l'ancrage d'Eau de Paris dans la durée et dans le territoire parisien*, confie Benjamin Gestin. *Il y a dix ans, beaucoup prédisaient un avenir assez sombre à la toute nouvelle régie municipale. Aujourd'hui, nous nous projetons dans le très long terme avec*

un financement sur vingt-cinq ou trente ans... " L'opération serait une façon pour la majorité municipale de montrer qu'elle a gagné son pari, très contesté à l'époque. Et d'en faire un argument de campagne, à un an des élections municipales.

Stabilité des prix

Jeudi 7 mars, la municipalité consacrait toute une journée à célébrer les 10 ans de la municipalisation de l'eau à Paris, avec quelques mois d'avance sur le calendrier. Au programme : colloque, visites d'installations et cocktail au Petit Palais. " *Le bilan est plutôt bon, c'est vrai*, reconnaît Eric Azière, président du groupe UDI-MoDem au Conseil de Paris. *Mais la Mairie en fait un étendard politique, un manifeste pour la gestion publique directe, comme si c'était la panacée dans tous les domaines. Or, ce n'est évidemment pas le cas. A Paris, Anne Hidalgo elle-même n'hésite pas à déléguer certains services au privé, comme le contrôle du stationnement.* "

Retour en 2009. Comme il l'avait promis durant sa campagne électorale, le maire socialiste Bertrand Delanoë met un terme à vingt-cinq ans de gestion privée de l'eau à Paris. La distribution, jusqu'alors assurée par Veolia et GDF Suez, est confiée à une régie 100 % publique. Le maire promet de stopper ainsi la hausse continue des prix de l'eau. La droite vote contre, dénonçant un virage idéologique au coût " *totalement imprévisible* ". " *Les Parisiens vont payer la note* ", prédit l'UMP, l'ancêtre de LR.

Dix ans plus tard, les opposants de l'époque l'admettent : leurs craintes ne se sont pas concrétisées. " *Avec le recul, effectivement, on est dans une situation qui tient encore* ", concède Jean-Didier Berthault, conseiller LR de Paris. " *La gestion d'Eau de Paris est-elle saine, avantagée, équilibrée ? Pour le consommateur parisien, c'est oui* ", ajoute Eric Azière. " *C'était une très bonne décision de Delanoë* ", tranche Thomas Lauret (La République en marche). Symptomatique : lors de la prochaine campagne, aucun parti ne devrait proposer de revenir en arrière.

Célia Blauel, l'adjointe écologiste d'Anne Hidalgo chargée du dossier, rayonne : " *Notre modèle économique est validé ! En dix ans, Eau de Paris est devenu un service public de référence, et cette leçon vaut au-delà de l'eau.* " De fait, les prix de l'eau n'ont pas du tout explosé, du moins pour la partie - environ un tiers - qui relève de la Mairie. Après une baisse initiale de 8 %, ils ne sont remontés depuis que de 4 %, et ne devraient pas bouger jusqu'en 2021. Si bien qu'ils demeurent les plus bas de toute la petite couronne. Un bémol : dans le même temps, la partie de la facture liée à l'assainissement de l'eau, qui relève d'un syndicat interdépartemental de toute l'agglomération parisienne, a, elle, bondi de 60 % en neuf ans, en raison notamment de lourds investissements et d'une gestion contestée par certains. Si bien que le tarif final a sensiblement augmenté.

" Réseau déjà amorti "

Malgré des prix sous contrôle, la nouvelle régie municipale est restée largement bénéficiaire, même si le résultat comptable s'est tassé : de 52 millions d'euros en 2017, il a été ramené autour de 25 millions en 2018, et devrait se stabiliser à 18 millions en 2019 et 2020. De quoi poursuivre les investissements, par exemple en installant des panneaux solaires sur certaines structures.

" *C'est un vrai succès, car l'équilibre initial était menacé* ", se félicite Célia Blauel. Les Parisiens utilisent en effet de moins en moins d'eau, grâce en particulier à des appareils plus économes. En dix ans, la consommation moyenne est passée de 140 litres à 130 litres par personne et par jour. Si bien que les recettes d'Eau de Paris fléchissent. Alors que les coûts de la

structure, eux, continuent de grimper. Des économies ont donc été menées. Les charges générales ont baissé, les frais de personnel ont peu augmenté. Une quinzaine de postes devrait être supprimée d'ici à 2020, pour ramener l'effectif à 868 personnes.

La gestion directe par la Ville est-elle miraculeuse ? Le maire (UDI) d'Issy-les-Moulineaux André Santini, lui, n'y croit pas. Le Sedif, le Syndicat des eaux d'Ile-de-France qu'il préside, préfère toujours travailler avec Veolia. " *Déléguer la gestion de l'eau ne consiste pas à abandonner le service public au privé, mais à contrôler le prestataire*, plaide le directeur général des services, Philippe Knusmann. *Avec ce mécanisme, nous avons nous aussi fait baisser les prix, et davantage qu'à Paris.* " Résultat : les écarts de

tarifs entre la capitale et la banlieue se sont réduits des deux tiers en sept ans, selon le bilan établi en 2018 par la chambre régionale des comptes. " *Et si Paris bénéficie toujours d'un prix un peu plus bas, c'est avant tout parce que le réseau est différent : plus dense, plus ancien donc déjà amorti* ", avance-t-on au Sedif.

En 2017, certaines communes d'Ile-de-France avaient été tentées de quitter le syndicat, pour reprendre la gestion de leur eau en direct, comme Paris. Elles ont jusqu'à la fin de l'année pour mettre leur volonté à exécution. On verra alors si le modèle parisien fait ou non tache d'huile.

Denis Cosnard ■

par Denis Cosnard

